



HEBDO

LA SÉCURITÉ SOCIALE FÊTE SES 80 ANS : UN PILIER SOCIAL SOUS PRESSION

En 2025, la Sécurité sociale fête ses 80 ans. Symbole de solidarité, elle protège les salariés au quotidien. Mais son avenir est fragilisé par un déficit record et le vieillissement de la population. Quels enjeux pour demain ? Découvrez les chiffres clés et leur impact pour les salariés dans notre article.

En octobre 2025, la Sécurité sociale souffle ses 80 bougies. Créée en 1945, dans l'élan de la Libération, elle avait pour ambition de protéger chaque citoyen « du berceau à la tombe », face aux risques de la vie : maladie, accidents du travail, famille, vieillesse. Huit décennies plus tard, elle reste l'un des symboles les plus puissants de la solidarité nationale et un pilier incontournable de notre modèle social.

La Sécurité sociale protège chaque jour les salariés face à la maladie, à la vieillesse ou aux difficultés familiales. En 2025, près de **20 millions de salariés** sont couverts contre les accidents du travail, **17 millions de retraités** perçoivent leur pension via les différentes caisses, et **13 millions de personnes** bénéficient d'aides versées par les Caisses d'allocations familiales.

Mais derrière cette réussite historique se cachent des défis immenses : déficit croissant, vieillissement de la population, hausse des dépenses de santé et des retraites. La question de son financement reste au cœur des débats. En 2024, le déficit atteignait **15,3 milliards d'euros**, soit **4,5 milliards de plus qu'en 2023**.

Pour les responsables HSE, cet anniversaire est l'occasion de mesurer l'importance de ce système dans la vie des salariés, mais aussi de comprendre les défis auxquels la Sécurité sociale doit faire face.

Un poids central dans la vie sociale et économique

La Sécurité sociale occupe une place prépondérante dans les finances publiques françaises. En 2025, ses régimes obligatoires couvrent plus de **666 milliards d'euros de dépenses**, soit bien davantage que le budget de l'État. Cela équivaut à près de **9 700 euros par habitant**, un chiffre qui illustre à quel point chacun d'entre nous bénéficie, directement ou indirectement, de cette protection.

Si l'on élargit au périmètre global de la protection sociale --- qui inclut aussi les retraites complémentaires, le RSA ou encore les aides au logement --- le montant atteint **888 milliards d'euros**, soit **près d'un tiers de la richesse nationale**. Autrement dit, la Sécurité sociale n'est pas seulement une institution de solidarité, elle est aussi un acteur économique majeur.

La santé : un pilier de solidarité, sous tension

La branche maladie constitue l'un des postes les plus visibles pour les assurés. Elle illustre la force de notre modèle, puisque la part des soins remboursés par la Sécurité sociale est passée de **76 % en 2012 à près de 80 % en 2022**. Concrètement, les ménages français ont un reste à charge limité à **7,5 % de leurs dépenses de santé**, soit environ **274 euros par habitant** en 2023.

Le déficit prévu en 2025 pour la branche maladie (Assurance maladie) est estimé à **16 milliards d'euros**. Cette tension budgétaire soulève une question : comment continuer à financer une couverture de haut niveau, alors que la population vieillit et que les besoins de santé augmentent ?

Les retraites : un pacte générationnel à réinventer

Premier poste de dépense, les retraites représentaient déjà **388 milliards d'euros en 2022**, soit **près de 14 % du PIB**. La pension moyenne brute s'élevait alors à **1 626 euros par mois**. Derrière ces chiffres se cache un enjeu central pour l'avenir : le rapport entre actifs et retraités ne cesse de diminuer.

En 1975, on comptait plus de trois cotisants pour un retraité. En 2022, ce ratio est tombé à **1,77**, et pourrait se rapprocher de **1,2 en 2070**. Cela signifie que chaque actif supportera, demain, une part de plus en plus lourde du financement des pensions. Sans réforme, la branche vieillesse pourrait afficher un déficit de **0,7 point de PIB dès 2040**, et jusqu'à **1,6 point en 2070**.

Famille et solidarité : amortir les inégalités

La Sécurité sociale joue aussi un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités. Sa branche famille mobilise **près de 109 milliards d'euros par an**, pour financer les allocations familiales, les aides au logement ou encore les minima sociaux. Grâce à ces prestations, le taux de pauvreté en France passe de **21,4 % avant redistribution** à **14,5 % après transferts sociaux**.

Pour des millions de familles et de personnes isolées, ces dispositifs constituent un filet de sécurité indispensable. Sans eux, les inégalités seraient bien plus marquées, et la cohésion sociale gravement fragilisée.



Un modèle sous pression démographique et financière

La Sécurité sociale est financée pour plus de la moitié par les cotisations sociales des actifs. Or, le vieillissement démographique réduit la base de cotisants au regard du nombre croissant de retraités et de bénéficiaires. Selon certaines projections, si rien n'est fait, le déficit de la Sécurité sociale pourrait atteindre **jusqu'à 9 points de PIB d'ici 2070** --- un niveau insoutenable.

Ce constat impose des choix collectifs. Comment préserver un système universel, accessible et solidaire, tout en en assurant la pérennité financière ?

Ce que cela signifie pour les responsables HSE

Pour les responsables HSE, les enjeux liés à la Sécurité sociale vont bien au-delà du cadre institutionnel. Ils concernent directement **la santé, la sécurité et le bien-être des salariés**. En effet, la Sécurité sociale intervient au quotidien dans la prise en charge des arrêts maladie, des accidents du travail et des maladies professionnelles, mais aussi dans la prévention et le maintien dans l'emploi.

Or, ce système ne peut tout assumer seul. C'est pourquoi le rôle des entreprises — et particulièrement des services HSE — est essentiel : **prévenir les risques professionnels, renforcer la culture de sécurité, et accompagner les salariés** dans leurs démarches de santé. Les politiques internes (mutuelle, prévoyance, accompagnement du handicap, QVCT) complètent et prolongent la mission de la Sécurité sociale.

À l'heure où le modèle est sous tension financière, les responsables HSE peuvent aussi jouer un rôle de vigie et de pédagogie. En valorisant la prévention, ils contribuent à réduire les coûts humains et économiques des risques professionnels et rappellent que, derrière les chiffres et les équilibres budgétaires, il s'agit avant tout de **préserver la santé et la dignité des travailleurs**.

Préserver l'héritage de 1945

À 80 ans, la Sécurité sociale reste une conquête majeure, admirée dans le monde entier. Mais elle est fragile. Elle repose sur un pacte entre générations et sur la solidarité du monde du travail. Son avenir dépendra de notre capacité collective à la défendre et à l'adapter.

Pour les salariés, elle demeure bien plus qu'un dispositif technique : elle est la garantie que chacun, à tout moment de sa vie, peut compter sur la solidarité nationale.

.Source : Officiel Prévention - octobre 2025